

Note

« Une évaluation des investissements américains au Québec »

Denis J. V. Bachand

Études internationales, vol. 2, n° 1, 1971, p. 110-114.

Pour citer cette note, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700079ar>

DOI: 10.7202/700079ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

NOTES ET DOCUMENTATION

UNE ÉVALUATION DES INVESTISSEMENTS AMÉRICAINS AU QUÉBEC

par Denis J. V. BACHAND *

INTRODUCTION

L'omniprésence des capitaux américains à travers le monde occidental, quoique souvent manifeste, demeure singulièrement difficile à évaluer de façon précise, où qu'ils se trouvent.

Le Québec, pour sa part, présente des difficultés encore plus importantes d'évaluation, puisque le peu de données disponibles à ce chapitre décrivent une situation qui existe à l'échelle du Canada tout entier. Ce n'est que prochainement que le Département du Commerce à Washington publiera pour la première fois des données statistiques des investissements américains selon les subdivisions administratives de certains pays, dont les provinces du Canada.

Ces données, quoique très utiles, ne tiendront pas compte de la nature très complexe de l'acheminement d'un investissement qui, prenant son origine aux États-Unis, passe en tout ou en partie au siège social de la filiale canadienne pour être à nouveau réorienté vers plusieurs filiales de cette dernière dans plusieurs provinces canadiennes. Les données seront publiées en fonction du siège social canadien et ne tiendront pas compte de la « multiprovincialité » de la plupart des entreprises.

Pour ce qui est de faire, à un moment donné, une évaluation d'un agrégat de tous les investissements américains au Québec, les difficultés sont tellement nombreuses que seule une étude approfondie des données, pour la plupart confidentielles, de chaque entreprise faisant affaires au Québec, réussirait à donner un tableau précis de la situation.

Au-delà du contrôle légal d'une entreprise, soit un vote majoritaire au sein du Conseil d'administration, existent plusieurs notions de contrôle indirect, mais tout aussi efficace, qui pourraient aussi faire l'objet d'une étude parallèle à celle-ci.

Cette analyse ne tiendra compte que du concept de contrôle légal. L'étude se limitera au secteur de la fabrication dans lequel existe la plus grande concentration de capitaux étrangers. De plus, seuls les états financiers publiés pourront être analysés et interprétés.

VUE D'ENSEMBLE

Les investissements américains à l'étranger, qui ont joui d'un taux de croissance de 35% pendant les cinq dernières années, ont atteint un grand total de \$143 milliards en 1969. Cependant, au cours de la même période, les investissements étrangers aux États-Unis augmentaient de 55% pour atteindre \$91 milliards.

* *Consul et Délégué commercial adjoint du Canada à New York, en congé d'étude.*

Tel que le décrivait M. Roy A. Matthews dans un récent article¹, les États-Unis demeurent la nation exerçant la plus grande influence sur l'économie des autres pays, en contrôlant à l'étranger une production annuelle de biens et de services dépassant \$200 milliards, dont seulement \$30 milliards viennent de l'exportation. C'est dire que 20% de la production industrielle mondiale, à l'exception des pays communistes et à l'extérieur des États-Unis, provient d'usines contrôlées directement ou indirectement par des intérêts américains.

Par conséquent, même si le Québec manifeste déjà sa présence à l'étranger dans une certaine mesure, il y a toujours lieu de s'inquiéter sur une présence encore beaucoup plus grande d'intérêts étrangers, surtout américains, au sein de son économie. Afin de déterminer l'ampleur de cette présence, il faut tout d'abord déterminer la valeur de l'ensemble des biens, bâtiments, constructions, installations, machines et équipement présentement disponibles au Québec. Faisant appel à la notion de stock net de capital, telle que décrite dans *Horizon 1980*², une évaluation de ces biens se chiffrent présentement à \$29.9 milliards, soit un accroissement annuel de 9.3% par année depuis 1946.

MÉTHODE

En se servant du tableau détaillé des investissements annuels québécois depuis 1966, on peut faire la répartition du stock de capitaux par secteur en attribuant un pourcentage à chacun en fonction du niveau moyen de ses investissements pour les quatre dernières années, par rapport à l'ensemble des investissements.

Cela revient à formuler l'hypothèse de l'égalité du taux d'accroissement du stock de capital dans le secteur de la fabrication et de celui de l'ensemble du stock de capital. Ainsi l'on constate que le secteur de la fabrication compte pour une moyenne de \$900 millions d'accroissement annuel sur une moyenne totale de près de \$4,500,000,000, ce qui donnerait 20% du total du stock net du capital, soit \$6 milliards.

Le poste de stock net de capital dans la comptabilité nationale se rapproche essentiellement du poste d'« actifs immobilisés » dans une comptabilité d'entreprise. La valeur du stock net du secteur de la fabrication, soit \$6 milliards, devrait donc coïncider plus ou moins avec le montant des actifs immobilisés dans toutes les entreprises constituant ce secteur.

Pour les fins d'analyse, nous diviserons le secteur de la fabrication de la façon suivante, selon la moyenne des investissements des quatre dernières années dans chaque industrie par rapport à la moyenne totale :

Aliments et boissons	10 %	\$ 600 millions
Papier et produits connexes	20 %	\$1,200 "
Métaux et machineries diverses	20 %	\$1,200 "
Produits chimiques et textiles	14 %	\$ 840 "
Appareils électriques divers	4.4%	\$ 264 "
Dérivés du pétrole et de la houille	6.6%	\$ 390 "
Manufactures diverses	25 %	\$1,506 "
TOTAL		\$6,000 millions

a) Aliments et boissons

Comptant pour un total de 600 millions de dollars d'actifs immobilisés, ce secteur comprend onze entreprises québécoises d'importance qui, à elles seules, administrent des actifs qui totalisent \$307.1 millions. Un très grand nombre d'établissements privés, dont quel-

¹ « The Multinational Corporation and the World of Tomorrow », *Behind the Headlines*, vol. XXIX, mai 1970.

² Gilles LEBEL, *Horizon 1980*, ministère de l'Industrie et du Commerce, 1970, pp. 81-82.

que 600 boulangeries, 60 confiseries, plus de 100 conserveries et près de 500 établissements de productions diverses, tous évalués arbitrairement à \$25,000 chacun en moyenne, justifieraient 100 millions de dollars additionnels à appartenance québécoise. Au moins quatorze entreprises américaines se partageraient alors les 193 millions de dollars résiduels, soit un peu moins du tiers du total de ce secteur.

À partir des états financiers publiés par les entreprises de chaque industrie, et en isolant pour chacune le total des actifs immobilisés, il est possible de déterminer dans chaque secteur la proportion du Québec, d'une part, celle du Canada, d'autre part, et enfin, par détermination de la nationalité des entreprises résiduelles, la portion des États-Unis.

b) Papier et produits connexes

Avec 1.2 milliard de dollars d'actifs immobilisés, ce secteur compte pour 20 pour cent de la fabrication. Huit entreprises québécoises ont des actifs de 645 millions de dollars. Deux entreprises américaines atteignent 300 millions de dollars. Du côté britannique, une entreprise évalue ses actifs à \$61 millions et deux entreprises canadiennes accusent des actifs de 47 millions de dollars.

Ce total de \$1,053 millions laisse \$147 millions non identifiés, ou 12 pour cent. En répartissant cette somme également entre le Québec, les États-Unis et le Canada, nous répartissons les actifs comme suit :

Québec	\$692 millions	58%
Canada	\$ 90 millions	8%
Grande-Bretagne	\$ 61 millions	4%
États-Unis	\$357 millions	30%

c) Métaux et machineries diverses

Cette industrie compte aussi pour 20 pour cent du total des actifs, soit 1,2 milliard de dollars. Les investissements importants de ce secteur se répartissent entre dix-neuf entreprises québécoises qui, à elles seules, administrent \$843,8 millions d'actifs ; neuf entreprises américaines déclarent \$141 millions, trois entreprises britanniques atteignent \$29 millions et enfin deux entreprises canadiennes ont des actifs de \$75 millions.

Le total ainsi déterminé chiffre donc à \$1,088 millions, laissant un solde non réparti de \$112 millions. Même en attribuant aux États-Unis la moitié de cette somme, leurs investissements n'excéderaient pas alors \$200 millions. Un partage plus exact pourrait être le suivant :

Québec	\$860 millions	71.6%
États-Unis	\$197 millions	16.4%
Grande-Bretagne	\$ 40 millions	3.3%
Canada	\$100 millions	8.3%
Autres	\$ 3 millions	.4%

d) Produits chimiques et textiles

Comptant pour 14 pour cent du total, ce secteur atteint 840 millions. Huit entreprises québécoises rapportent des actifs de 84.6 millions de dollars alors que trois entreprises américaines, 255 millions et une entreprise britannique, 150 millions. Au-delà de cinquante entreprises américaines évaluées en fonction de \$15,500 d'actifs par emploi et dont les états financiers ne sont pas disponibles ajouteraient 240 millions aux \$255 millions déterminés plus haut, soit une estimation totale de 495 millions de dollars.

En partageant le solde non identifié de \$110 millions entre le Québec, soit le tiers, et le reste du Canada, l'estimation pour l'ensemble est la suivante :

Québec	\$122 millions	14.5%
États-Unis	\$495 millions	59 %
Grande-Bretagne	\$150 millions	17.8%
Canada	\$ 73 millions	8.7%

e) *Appareils électriques*

Cette industrie compte 264 millions de dollars en actifs immobilisés, soit 4.4 pour cent du total. Onze entreprises québécoises rapportent un total d'actifs de 80.1 millions et une entreprise britannique : \$14 millions, alors que vingt-trois entreprises américaines totalisent \$80 millions.

En effectuant un partage égal du solde non identifié, soit \$91.1 millions, la répartition est la suivante :

Québec	\$98 millions	37%
États-Unis	\$98 millions	37%
Grande-Bretagne	\$32 millions	12%
Canada	\$20 millions	8%
Autres	\$16 millions	6%

f) *Industries des produits du pétrole et de la houille*

Avec 6.6 pour cent du total, ce secteur compte 390 millions d'actifs immobilisés.

Pour le raffinage du pétrole, six entreprises multinationales se partagent les investissements et trois d'entre elles sont américaines.

Pour les dérivés du pétrole et de la houille, dix entreprises font l'objet d'une identification précise sous cette rubrique dans *Le Répertoire des Manufacturiers de la Province de Québec*.

L'une d'entre elles est québécoise et a des actifs de \$8 millions. Une entreprise américaine rapporte pareillement 8 millions de dollars.

Le raffinage comptant pour la majorité des actifs immobilisés de ce secteur, l'on peut conclure que sur un total des \$390 millions, \$300 millions y sont consacrés, dont la moitié en provenance des États-Unis.

On peut partager également la différence de \$90 millions entre le Québec, les États-Unis et le reste du Canada, établissant le résultat suivant :

Québec	\$ 30 millions	7.7%
États-Unis	\$180 millions	46.2%
Canada	\$ 30 millions	7.7%
Autres	\$150 millions	38.4%

g) *Industries manufacturières diverses*

Ce dernier secteur compte 25 pour cent des actifs immobilisés, soit \$1,506 millions répartis sur un très grand nombre de petites et moyennes entreprises dont l'évaluation individuelle présente des difficultés presque insurmontables.

En faisant la somme des autres secteurs, soit 75 pour cent des actifs identifiés plus haut, on arrive au partage suivant :

Québec	\$2,205 millions	49 %
États-Unis	\$1,524 millions	33.8%
Canada et autres	\$ 781 millions	17.2%

En supposant à la limite, que tous les actifs de ce dernier secteur soient contrôlés par des investisseurs américains, on peut conclure que les États-Unis possèdent la majorité de

tous les actifs immobilisés consacrés à la fabrication au Québec. Cependant, en considérant la nature même de ce dernier secteur, soit le très grand nombre d'entreprises, ainsi que la diversité non moins grande qui les caractérisent, il est sans doute plus réaliste de rejeter cette hypothèse pour effectuer un partage au moins égal du total de la section selon le partage ci-haut, soit le résultat suivant :

Actifs immobilisés		
Québécois	\$2,943 millions	49%
Américains	\$2,033 millions	34%
Autres	\$1,024 millions	17%

CONCLUSION

Bien entendu, ces données ne sont pas le résultat d'une étude suffisamment poussée pour en garantir l'exactitude.

Cependant, en acceptant une évaluation des actifs immobilisés à \$6 milliards pour l'ensemble du Québec, soit une moyenne d'environ \$13,000 par emploi au secteur fabrication, et tenant compte d'une marge probable d'erreur de plus ou moins 5% dans le partage de ces actifs, il en résulte essentiellement que la moitié d'entre eux sont québécois, le tiers américains et quelque 17% répartis ailleurs. Traduisons ces résultats en fonction de certains facteurs économiques qui en feront ressortir l'importance.

Par exemple, réparti entre quelque 300 unités de fabrication au Québec, l'investissement américain moyen chiffre à près de \$7 millions. Le tiers des sociétés qui ont une filiale au Québec sont inscrites à la Bourse de New York, et possèdent de plus une filiale dans au moins un autre pays. De plus, un total d'environ 160,000 travailleurs québécois seraient sous le contrôle plus ou moins direct d'un centre américain de décision.

Caractérisé par un très grand nombre de petites unités le secteur de la fabrication possède cependant au Québec sa part de grandes entreprises. Par exemple, parmi les 100 sociétés manufacturières les plus importantes du Canada, tel que décrites par le *Financial Post* du 11 juillet dernier, 21 ont leur siège social au Québec et ne semblent pas être assujetties à un contrôle extérieur.

À elles seules, ces sociétés contrôlent des actifs immobilisés se chiffrant à plus de \$1.3 milliard et des actifs totaux se chiffrant à plus de \$12.5 milliards. De plus, leur volume de vente de l'année 1969 atteignait \$7.6 milliards, soit près du double de la valeur totale de production du secteur de la fabrication pour la même période au Québec.

Avec des entreprises de cette importance et, de plus, qui exercent un contrôle sur la moitié des actifs immobilisés consacrés à la fabrication, le Québec peut-il être considéré, comme certains le prétendent, comme le cinquante et unième État américain ?

BIBLIOGRAPHIE

- LEBEL, Gilles, *Horizon 1980*, Québec : ministère de l'Industrie et du Commerce, 1970.
- LEDERER, W., et CUTLER, F., « International Investments of the United States in 1966 », *Survey of Current Business*, September 1970.
- NELSON, E. L., et CUTLER, F., « The International Investment Position of the United States in 1967 », *Survey of Current Business*, October 1968.
- PIZER, S., et CUTLER, F., « U. S. International Investments », *Survey of Current Business*, August 1963.
- PIZER, S., et CUTLER, F., « Foreign Investments in 1963-64 », *Survey of Current Business*, August 1964.
- PIZER, S., et CUTLER, F., « Foreign Investments in 1964-65 », *Survey of Current Business*, September 1965.